

nouveau programme du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, non pas tellement de diminuer l'immigration. Ici, cela a toute une connotation, je dirais, particulière au Québec, que l'honorable député voulait peut-être «électoralement» cultiver en nourrissant des préjugés que nous avons contre l'immigration de façon générale, au Québec, alors qu'on n'a pas vraiment ouvert les portes à l'immigration et qu'en bien des secteurs on ne fait rien tellement pour les aider, lorsqu'on songe que le corps médical et d'autres professions exigent la citoyenneté canadienne pour leur permettre d'avoir leur statut, remettant ainsi à cinq ans la mise en valeur de leur talent, eh bien, on peut se poser des questions à ce point de vue. Mais il faut songer que bien des provinces, et le pays dans son ensemble, qui, aujourd'hui, est composé à 50 p. 100 d'immigrants a misé sur leurs talents, sur leurs ressources pour faire la prospérité à la grandeur de ce pays. Il a bien misé; il en a fait un succès et l'on peut se demander ce que serait le Canada actuellement s'il ne devait compter que 10 millions de population au lieu de 20 millions.

Pour ce qui est des autres critères de sélections, d'adaptation à nos besoins actuels, avec tout le système de critères pour accepter selon nos besoins les immigrants, c'est en plein le programme que le gouvernement poursuit, de telle sorte que, dans cette suggestion, il n'y a absolument rien de nouveau.

On a indiqué également—et c'est là un problème qui demande plus d'attention—de s'occuper davantage des gens handicapés, de ce qu'on appelle en anglais les «border groups» et tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent tirer avantage de nos programmes actuels: le recyclage de la main-d'œuvre, l'embauchage, etc.

Il est bon de rappeler cependant—et ceci a été signalé lors des conférences fédérales-provinciales—que les provinces sont fort jalouses, et à juste titre, de leur juridiction, et lorsqu'il s'agit de problèmes sociaux, en relation à un problème économique, les provinces disent: Cela est de juridiction provinciale et, messieurs du fédéral, tenez-vous à l'écart.

Mais il demeure, même si le problème des handicapés en soit est un problème social d'abord, qu'il y a tout de même une redondance économique et que, partant, face à ce problème, les deux paliers gouvernementaux se doivent de se donner la main pour l'établissement d'un programme qui vraiment cadre avec la particularité de ces problèmes et vienne en aide à ceux, pour une raison ou pour une autre, que la vie a moins favorisés, et qui peuvent, si on leur en donne la chance, contribuer de leur énergie, de leur savoir-faire, de leur désir de s'aider, de cultiver leur

fierté naturelle, que les deux gouvernements se doivent de tenter de trouver des solutions à court terme et à long terme à ces problèmes de recyclage de ce groupe défavorisé.

• (4.10 p.m.)

Il n'y a pas eu beaucoup d'autres griefs signalés ou de programmes indiqués que le gouvernement devrait mettre de l'avant pour apporter des solutions nouvelles aux problèmes qui nous affrontent. Encore une fois, on a mis le doigt sur le bobo, mais on a été beaucoup plus avare de solutions.

L'honorable député de Fraser Valley-Ouest (M. Rose) a parlé de la nécessité de faire de la planification. C'est un mot à la mode de ce temps-ci. En paraphrasant un autre poème, on pourrait dire: Chacun parle de planification, bien fou qui s'y repose, rien n'est plus commun que le nom, rien n'est plus rare que la chose.

On sait, en raison même de l'interdépendance des nations, même si le gouvernement voulait faire une planification à la soviétique, au pays, que notre programme ne tiendrait pas, en fonction même de notre interdépendance économique envers les États-Unis. Il faudrait d'abord inviter le gouvernement américain à en faire autant et ensuite suivre, et à chacun des paliers gouvernementaux, tenter d'établir cette programmation radicale pour trouver les solutions à nos problèmes.

Je crois que dans l'économie que nous connaissons, avec nos mœurs publiques et politiques, qu'il est préférable d'inviter les gens à se rendre compte des problèmes, de les sensibiliser aux problèmes que nous rencontrons et d'inviter chacun à se donner la main pour y trouver des solutions. Et là, faisant appel, je dirais, à cette conscience collective à tous les paliers gouvernementaux, puis en invitant chacun, dans le domaine privé, à faire sa part de besogne, face aux problèmes sociaux que nous rencontrons, et particulièrement celui du chômage, il y a des chances que cela donne beaucoup plus de résultats et beaucoup plus vite que d'établir d'immenses, de très grands plans qui, aux niveaux régional et local, ne cadrent pas à la réalité, d'essayer de chapeauter, par des moyens plus ou moins dictatoriaux, ces programmes, en frustrant les gens et en se privant de leur initiative, de leur énergie créatrice et en évitant, je dirais, de mettre en valeur leur talent naturel.

Je crois qu'il nous faut revenir un peu à ces qualités, je dirais, toutes canadiennes: celles des grands espaces, celles de l'esprit de pionniers, qui ont voulu voir grand, beau, bâtir à l'encontre des difficultés naturelles qu'ils connaissaient. Et je pense qu'il faut inviter plutôt les jeunes, au lieu de s'embourgeoiser, de s'asseoir dans leur aisance dorée, de vouloir relever ce défi canadien, de vouloir rele-